

dant deux ans encore. Nous espérons qu'un jour, lorsque le premier ministre du pays se regardera dans le miroir, il y verra le reflet du chef actuel de l'opposition. Nous entendrons alors des conseils judicieux et nous nous acheminerons sur la voie de la prospérité, voie sur laquelle nous serions si le chef de l'opposition (M. Stanfield) était premier ministre.

Des voix: Bravo!

M. l'Orateur: A l'ordre. Peut-être devrais-je dire à la Chambre que la présidence éprouve une certaine difficulté à décider à qui donner la parole. Le député de Broadview (M. Gilbert) et celui de Dauphin (M. Ritchie) sont debout. Il n'est pas facile de décider lequel devrait avoir la parole à ce moment-ci. Étant donné que c'est le chef de l'opposition officielle (M. Stanfield) qui a présenté la motion, je pense que la préférence devrait aller au député de Dauphin. Je dis cela avec une certaine hésitation parce que je sais que nous serons privés d'un excellent exposé par le député de Broadview. A tout considérer, cependant, je pense que la présidence devrait accorder la parole au député de Dauphin.

M. Gordon Ritchie (Dauphin): Merci monsieur l'Orateur de m'accorder la parole. Je ferai tout mon possible pour permettre à l'honorable député de Broadview (M. Gilbert) de dire quelques mots. En me levant pour parler de cette motion que le chef de l'opposition (l'hon. M. Stanfield) a proposée, il m'apparaît qu'il s'agit là d'un thème admirablement choisi. Le Bureau fédéral de la statistique a rapporté qu'à la fin de mars, 6,7 p. 100 de notre main-d'œuvre était sans travail. C'est le plus haut niveau de chômage dont nous ayons souffert depuis longtemps. Il va sans dire que ce taux excessif de chômage a un effet désastreux dans le pays.

M. Jack C. Weldon, économiste des plus éminent a indiqué que, dans la province de Québec, 12 p. 100 des hommes sur la population active de la province sont sans travail. Je cite une déclaration de M. Weldon parue dans le *Star* de Toronto le 20 avril 1970. Il a écrit:

Lorsque le nombre des gens insatisfaits est aussi grand qu'il le sera dans deux semaines, il en résulte pour notre pays une situation très dangereuse.

Le gouvernement a toléré que son prestige soit attaché à une entreprise inopportune et irréaliste, à savoir la victoire sur l'inflation... et il a abandonné le pouvoir de réaliser un objectif très important: un taux d'emploi raisonnablement élevé.

Alors que le pays s'interroge sur la façon dont le gouvernement attaque le problème de

l'inflation, il est balayé par une vague de doutes et de méfiance. D'un bout à l'autre du pays, les gens s'aperçoivent directement que la politique anti-inflationniste du gouvernement ne produit pas les résultats escomptés. Dans tout le pays, monsieur l'Orateur, les gens se rendent compte des véritables effets de cette politique: ils voient leurs emplois disparaître tout en s'apercevant que la hausse du coût de la vie prend des proportions alarmantes.

Il est possible qu'à une époque, monsieur l'Orateur, la politique actuellement employée pour combattre l'inflation ait pu avoir les effets recherchés. Mais il est évident que ce n'est pas le cas et que le gouvernement a manqué le bateau. Il a attendu trop longtemps pour prendre des mesures efficaces de lutte contre l'inflation et nous n'assistons pas aujourd'hui à cette lutte mais au spectacle du gouvernement naviguant dans la déconfiture et le désarroi. Monsieur l'Orateur, c'est la panique.

Des voix: Bravo!

M. Ritchie: Le gouvernement prend aujourd'hui les mesures qu'il aurait dû prendre il y a quelques années lorsque sa politique n'était pas alors de permettre aux banques et autres institutions financières de gonfler la masse monétaire «comme si l'argent était démodé». Monsieur l'Orateur, il est possible que le gouvernement ait au moins raison sur un point. L'argent se démode car son pouvoir d'achat diminue chaque jour.

La situation du Canada actuel est paradoxale. Voilà un pays riche en ressources humaines et naturelles; dont la population active est nombreuse et disposée à travailler, le gouvernement stable—au sens matériel, s'entend—le peuple énergique et axé vers l'avenir. Il ne lui manque que des dirigeants compétents. Il me faut supposer qu'à l'époque actuelle, le peuple américain est mieux dirigé que le nôtre. Aux États-Unis, l'inflation est en régression tandis que chez nous elle ne cesse d'augmenter. Les taux d'intérêt sont plus bas aux États-Unis qu'au Canada, et le taux de chômage aussi. Ce n'est pas que je soutienne que nous devrions avoir un autre gouvernement, mais bien qu'il pourrait et devrait mieux s'acquitter de ses fonctions.

Une des causes principales de l'inflation, monsieur l'Orateur, que l'on peut reconnaître avec une certitude effrayante dans le dilemme où nous sommes, c'est que le gouvernement fait des dépenses non productives. M. G. A.